Nations Unies A/INF/74/3/Rev.1

Assemblée générale

Distr. générale
3 janvier 2020
Français
Original : anglais

Soixante-quatorzième session

Liste des États non membres, des entités et des organisations ayant reçu une invitation permanente à participer en tant qu'observateurs aux sessions et aux travaux de l'Assemblée générale

Note du Secrétariat

On trouvera dans la présente note la liste, par ordre alphabétique, des 110 États non membres, entités et organisations ayant reçu une invitation permanente à participer en tant qu'observateurs aux sessions et aux travaux de l'Assemblée générale.

Académie internationale de lutte contre la corruption (résolution 68/122 du 16 décembre 2013)

Agence intergouvernementale panafricaine eau et assainissement pour l'Afrique (résolution 68/123 du 16 décembre 2013)

Agence internationale pour les énergies renouvelables (résolution 66/110 du 9 décembre 2011)

Assemblée parlementaire de la Méditerranée (résolution 64/124 du 16 décembre 2009)

Association des États de la Caraïbe (résolution 53/5 du 15 octobre 1998)

Association des États riverains de l'océan Indien (résolution 70/123 du 14 décembre 2015)

Association des nations de l'Asie du Sud-Est (résolution 61/44 du 4 décembre 2006)

Association latino-américaine d'intégration (résolution 60/25 du 23 novembre 2005)

Association sud-asiatique de coopération régionale (résolution 59/53 du 2 décembre 2004)

Autorité intergouvernementale pour le développement (résolution 66/112 du 9 décembre 2011)

Autorité internationale des fonds marins (résolution 51/6 du 24 octobre 1996)

20-00056 (F) 030120 070120

Merci de recycler

Banque africaine de développement (résolution 42/10 du 28 octobre 1987)

Banque asiatique de développement (résolution 57/30 du 19 novembre 2002)

Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (résolution 73/216 du 20 décembre 2018)

Banque centraméricaine d'intégration économique (résolution 71/157 du 13 décembre 2016)

Banque eurasienne de développement (résolution 62/76 du 6 décembre 2007)

Banque interaméricaine de développement (résolution 55/160 du 12 décembre 2000)

Bureau de recherche macroéconomique de l'ASEAN+3 (résolution 72/126 du 7 décembre 2017)

Centre international pour le développement des politiques migratoires (résolution 57/31 du 19 novembre 2002)

Centre régional sur les armes légères et de petit calibre dans la région des Grands Lacs, la Corne de l'Afrique et les États limitrophes (résolution 62/73 du 6 décembre 2007)

Centre Sud (résolution 63/131 du 11 décembre 2008)

Chambre de commerce internationale (résolution 71/156 du 13 décembre 2016)

Comité international de la Croix-Rouge (résolution 45/6 du 16 octobre 1990)

Comité international olympique (résolution 64/3 du 19 octobre 2009)

Commission de l'océan Indien (résolution 61/43 du 4 décembre 2006)

Commission internationale humanitaire d'établissement des faits (résolution 64/121 du 16 décembre 2009)

Communauté andine (résolution 52/6 du 22 octobre 1997)

Communauté d'Afrique de l'Est (résolution 58/86 du 9 décembre 2003)

Communauté d'États indépendants (résolution 48/237 du 24 mars 1994)

Communauté de développement de l'Afrique australe (résolution 59/49 du 2 décembre 2004)

Communauté des Caraïbes (résolution 46/8 du 16 octobre 1991)

Communauté des États sahélo-sahariens (résolution 56/92 du 12 décembre 2001)

Communauté des pays de langue portugaise (résolution 54/10 du 26 octobre 1999)

Communauté du Pacifique (résolution 69/130 du 10 décembre 2014)

Communauté économique des États de l'Afrique centrale (résolution 55/161 du 12 décembre 2000)

Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (résolution 59/51 du 2 décembre 2004)

Communauté économique eurasienne (résolution 58/84 du 9 décembre 2003)

Conférence de la Charte de l'énergie (résolution 62/75 du 6 décembre 2007)

Conférence de La Haye de droit international privé (résolution 60/27 du 23 novembre 2005)

Conférence des ministres de la justice des pays ibéro-américains (résolution 71/153 du 13 décembre 2016)

Conférence ibéro-américaine (résolution 60/28 du 23 novembre 2005)

Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (résolution 64/123 du 16 décembre 2009)

Conférence pour l'interaction et les mesures de confiance en Asie (résolution 62/77 du 6 décembre 2007)

Conseil de coopération des États arabes du Golfe (résolution 62/78 du 6 décembre 2007)

Conseil de coopération douanière (résolution 53/216 du 23 mars 1999)

Conseil de l'Europe (résolution 44/6 du 17 octobre 1989)

Conseil international pour l'exploration de la mer (résolution 73/214 du 20 décembre 2018)

Cour pénale internationale (résolution 58/318 du 13 septembre 2004)

Cour permanente d'arbitrage (résolution 48/3 du 13 octobre 1993)

État de Palestine (résolutions 3237 (XXIX) du 22 novembre 1974, 43/160 A du 9 décembre 1988, 43/177 du 15 décembre 1988, 52/250 du 7 juillet 1998 et 67/19 du 29 novembre 2012)

Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (résolution 49/2 du 19 octobre 1994)

Fonds commun pour les produits de base (résolution 60/26 du 23 novembre 2005)

Fonds de développement pour les peuples autochtones d'Amérique latine et des Caraïbes (résolution 72/128 du 7 décembre 2017)

Fonds de l'OPEP pour le développement international (résolution 61/42 du 4 décembre 2006)

Fonds international pour le sauvetage de la mer d'Aral (résolution 63/133 du 11 décembre 2008)

Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (résolution 64/122 du 16 décembre 2009)

Forum des îles du Pacifique (résolution 49/1 du 17 octobre 1994)

Forum pour le développement des îles du Pacifique (résolution 71/155 du 13 décembre 2016)

Groupe de la Banque islamique de développement (résolution 61/259 du 28 mars 2007)

Groupe de réflexion international sur les pays en développement sans littoral (résolution 73/217 du 20 décembre 2018)

Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (résolution 36/4 du 15 octobre 1981)

Groupe Eurasie de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (résolution 72/127 du 7 décembre 2017)

Groupe g7+ (résolution 74/196 du 18 décembre 2019)

Initiative de l'Europe centrale (résolution 66/111 du 9 décembre 2011)

Institut international pour l'unification du droit privé (résolution 68/121 du 16 décembre 2013)

Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (résolution 58/83 du 9 décembre 2003)

Institut italo-latino-américain (résolution 62/74 du 6 décembre 2007)

Institut mondial de la croissance verte (résolution 68/124 du 16 décembre 2013)

Ligue des États arabes (résolutions 477 (V) du 1er novembre 1950 et 36/24 du 9 novembre 1981)

Nouvelle Banque de développement (résolution 73/213 du 20 décembre 2018)

Ordre souverain de Malte (résolution 48/265 du 24 août 1994)

Organisation de coopération économique (résolution 48/2 du 13 octobre 1993)

Organisation de coopération économique de la mer Noire (résolution 54/5 du 8 octobre 1999)

Organisation de coopération économique du groupe des huit pays en développement (résolution 69/129 du 10 décembre 2014)

Organisation de coopération et de développement économiques (résolution 53/6 du 15 octobre 1998)

Organisation de la coopération islamique (résolution 3369 (XXX) du 10 octobre 1975)

Organisation de Shanghai pour la coopération (résolution 59/48 du 2 décembre 2004)

Organisation des États américains (résolution 253 (III) du 16 octobre 1948)

Organisation des États des Caraïbes orientales (résolution 59/52 du 2 décembre 2004)

Organisation du Traité de sécurité collective (résolution 59/50 du 2 décembre 2004)

Organisation européenne de droit public (résolution 73/215 du 20 décembre 2018)

Organisation européenne pour la recherche nucléaire (résolution 67/102 du 14 décembre 2012)

Organisation hydrographique internationale (résolution 56/91 du 12 décembre 2001)

Organisation internationale de droit du développement (résolution 56/90 du 12 décembre 2001)

Organisation internationale de la Francophonie (résolution 33/18 du 10 novembre 1978 et décision 53/453 du 18 décembre 1998)

Organisation internationale de la jeunesse des pays ibéro-américains (résolution 71/154 du 13 décembre 2016)

Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL) (résolution 51/1 du 15 octobre 1996)

Organisation internationale de protection civile (résolution 70/122 du 14 décembre 2015)

Organisation internationale pour les migrations (résolution 47/4 du 16 octobre 1992)

Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique (résolution 35/2 du 13 octobre 1980)

Organisation pour la démocratie et le développement économique–GUAM (résolution 58/85 du 9 décembre 2003 et décision 71/556 du 8 septembre 2017)

Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (résolution 48/5 du 13 octobre 1993)

Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (résolution 43/6 du 17 octobre 1988)

Parlement latino-américain (résolution 48/4 du 13 octobre 1993)

Partenaires dans le domaine de la population et du développement (résolution 57/29 du 19 novembre 2002)

Réseau international sur le bambou et le rotin (résolution 72/125 du 7 décembre 2017)

Saint-Siège (résolution 58/314 du 1er juillet 2004)

Secrétariat du Commonwealth (résolution 31/3 du 18 octobre 1976)

Société andine de développement (résolution 67/101 du 14 décembre 2012)

Système d'intégration de l'Amérique centrale (résolution 50/2 du 12 octobre 1995)

Système économique latino-américain et caribéen (résolution 35/3 du 13 octobre 1980)

Tribunal international du droit de la mer (résolution 51/204 du 17 décembre 1996)

Union africaine (résolution 2011 (XX) du 11 octobre 1965 et décision 56/475 du 15 août 2002)

Union des nations de l'Amérique du Sud (résolution 66/109 du 9 décembre 2011)

Union économique et monétaire ouest-africaine (résolution 66/113 du 9 décembre 2011)

Union européenne (résolutions 3208 (XXIX) du 11 octobre 1974 et 65/276 du 3 mai 2011)

Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (résolution 54/195 du 17 décembre 1999)

Union interparlementaire (résolution 57/32 du 19 novembre 2002)

Union pour la Méditerranée (résolution 70/124 du 14 décembre 2015)

Université pour la paix (résolution 63/132 du 11 décembre 2008)